
Le système monétaire et financier mondial depuis Bretton Woods : une accentuation des asymétries dans le cadre d'analyse « centre-périphérie ».

Juan Barredo Zuriarrain¹

Le travail présenté se limite au développement de la première partie d'une recherche plus vaste, qui vise à démontrer que la structure actuelle des relations monétaires internationales est un facteur qui renforce le caractère instable inhérent à l'accumulation du capital. Ce document décrit les éléments fondamentaux du Système Monétaire International (SMI) qui contribuent à déstabiliser l'accumulation du capital. En ce sens, nous tenterons de démontrer, au fil de notre analyse, que la configuration contemporaine des relations monétaires internationales consolide un régime d'accumulation reproducteur *d'asymétries* entre les différentes zones monétaires du monde, accentuant ainsi une dynamique dite de « centre-périphérie ».

¹ Doctorant à la Faculté d'Economie de Grenoble et à l'Université du Pays Basque.

En effet, la structure monétaire internationale fait partie des institutions nécessaires au système capitaliste, lesquelles se modifient en fonction des différentes étapes de sa régulation. En ce sens, nous observons un parcours particulier au sein du Système Monétaire International (SMI) qui répond, pour chaque contexte historique, aux défis d'accumulation du capital tout en respectant le rapport de force existant.

Nous analyserons, pour commencer, l'existence des asymétries au sein des relations économiques en général. Et pour l'étude du cadre économique international que nous ferons par la suite, nous nous servirons de l'approche conçue par les théoriciens du concept de « centre-périphérie ». Cette analyse préalable sera en effet nécessaire afin de prouver ultérieurement que l'organisation monétaire internationale existante renforce la tendance citée ci-dessus. Le texte sera, pour cette raison, divisé en deux parties.

Dans la première partie, nous ferons d'abord un bref rappel sur les principales approches théoriques et l'analyse qu'elles produisent concernant l'existence d'asymétries au sein des relations économiques entre les agents. Cette première partie sera complétée par une étude théorique sur la structure des relations monétaires symétriques existantes dans une économie bancaire. Ces deux rappels permettront de comprendre, dans un deuxième point, l'existence d'une asymétrie dans la structure des paiements internationaux.

I. Symétrie et asymétrie au sein des relations économiques

La littérature économique nous permet de distinguer plusieurs approches qui adoptent, avec plus ou moins de flexibilité, les deux points de vue (relation économiques symétriques ou asymétriques). Le premier point sera consacré à la confrontation des deux grands ensembles d'approches théoriques qui pourraient représenter les deux cas

extrêmes. Après avoir constaté l'existence d'asymétries dans les relations économiques à plusieurs niveaux, nous observerons le fait que, en ce qui concerne les paiements, les agents économiques appartenant à une même zone monétaire sont soumis à une structure forcément symétrique.

1.1 L'économie politique : une économie de classes face à l'approche horizontaliste moderne

Deux grandes approches théoriques intègrent des hypothèses antagoniques sur le rôle des individus dans la sphère économique : la théorie moderne et les alternatives proches à l'économie politique.

La première, héritière de la théorie marginaliste (Walras 1874-7, Jevons 1875) et fidèle à l'individualisme méthodologique (Menger, C. 1883, Popper, K 1988) centre son analyse sur les interactions d'acteurs homogènes qui achètent et vendent sous certaines conditions qui rendent possible l'atteinte d'un équilibre optimal [Knight (1921), Hicks (1956), Arrow K.J and Debreu G (1954), Debreu (1982)]. Ce raisonnement a été utilisé ultérieurement par les monétaristes pour justifier les politiques de libre-échange à l'échelle mondiale (Friedman, M. 1962). En effet, selon cette approche, le marché assure l'horizontalité des relations entre les agents au profit de tous.

En opposition à la théorie moderne, le second grand groupe renferme des théories assez diverses mais partageant toutes l'hypothèse selon laquelle il existerait des différentes classes d'agents dans l'économie, qui seraient déterminées par le type de relations entre elles. Nous faisons allusion aux courants de pensée qui s'inspirent du corpus théorique dit « classique », lequel divise la société en différentes classes mues par des intérêts opposés.

Dans une économie capitaliste, le principal conflit fait son apparition dans le processus de production de l'économie capitaliste, au sein de la relation entre la classe capitaliste et les salariés. Aux yeux de l'économiste Karl Marx, entre ces deux classes, bien loin de trouver une relation d'échange d'égal à égal, on trouve une relation d'exploitation de la première envers la deuxième. La classe salariée vend sa force de travail à la classe capitaliste pour obtenir un salaire. Le capitaliste obtient une valeur plus grande que celle du salaire versé : la plus-value.

La relation entre capitalistes et salariés est la base depuis laquelle Karl Marx aborde l'économie. Toute son explication de l'économie capitaliste commence avec le constat de l'existence d'une relation d'exploitation entre personnes identifiables dans tout processus de production capitaliste : c'est la relation du capital. D'un côté le capitaliste, propriétaire des moyens de production, de l'autre, celui qui accepte de se soumettre à une relation salariale, et vend sa force de travail pour obtenir un salaire. En quoi cette analyse diffère-t-elle de l'analyse walrasienne sur les opérations d'échanges? La différence repose dans la nature de la sphère de production, qui diffère de celle de la circulation des marchandises produites du fait qu'il n'y a, dans cette dernière, qu'un simple échange de biens différents avec des valeurs identiques. La plus-value est obtenue dans la sphère de la circulation de la marchandise. Mais elle est réalisée dans la sphère de la production, car on a payé pour des inputs à un prix et le produit final est vendu plus cher. La plus-value est possible grâce à la relation asymétrique entre capitaliste et salarié, puisque la rémunération du deuxième est plus faible que la valeur qu'il ajoute au produit.

Cette séparation entre capitalistes et salariés est repérée, mais présentée autrement, chez d'autres auteurs classiques tels que James Stuart (1767/1966) ou dans d'autres grands courants de pensée. Même Keynes parle en termes d'entrepreneurs et de travailleurs et d'une relation salariale existante entre eux. Cependant, puisqu'il n'adhère pas à la notion de valeur, on ne trouve dans sa recherche aucune explication sur l'origine de la plus-

value. À mi-chemin entre Keynes et Marx il existe une série d'auteurs qui adhèrent à des courants (post-keynésien, régulationniste, etc.) qui analysent la dynamique de l'économie capitaliste en y intégrant des éléments de Keynes et de Marx. Eux aussi vont faire la différence entre les capitalistes et les salariés mais les éléments définitionnels seront différents selon le courant.

Mais l'analyse en terme d'opposition capital-travail ne se limite pas, pour les classiques, à la sphère des entreprises. Celle-ci est utilisée par exemple, par David Ricardo pour développer sa théorie des avantages comparatifs et se poser en théoricien du libre échange international. Son argument est que la forme ultime de faire pression sur le niveau de salaire des travailleurs au delà du niveau de subsistance à un instant donné c'est de faire baisser le coût de subsistance. Et pour cela, il encourage l'ouverture des frontières afin d'importer les produits de subsistance à un prix moindre que le prix national. La suppression multilatérale des barrières à l'entrée de biens produits à l'extérieur permettrait en effet la spécialisation de chaque pays dans la production des biens pour lesquels il possède un avantage comparatif par rapport aux autres.

Nous observons déjà dans ce raisonnement quelques caractéristiques qui font référence à la division internationale du travail (DIT) que nous trouverons plus tard chez certains marxistes et autres chercheurs du domaine international. À savoir, certains pays vont centrer leurs économies dans la production et l'exportation de matières premières et d'autres, en vertu de leurs capacités au moment de l'ouverture, pourront se spécialiser dans une production plus complexe, de type industriel.

Pour ces auteurs (Wallerstein 2007, Arrighi, G. Amin, S. 2002, Emmanuel, A.1985), l'étude de la relation d'exploitation dans la sphère globale devient centrale pour comprendre la dynamique de l'économie capitaliste. Une relation hiérarchique s'impose notamment dans le commerce international et se renforce à travers la dégradation des termes de l'échange pour les pays les moins industrialisés, phénomène expliqué par la

loi d'Engel (Engel 1857)

Cette hiérarchie se reflète dans le classement des différents pays intégrés dans le processus d'accumulation mondiale, sur une carte mondiale avec un centre (*core*) et une périphérie. Le premier rassemblerait des pays qui ont pu profiter de l'important développement technologique issu des révolutions industrielles, soutenus par des États forts. La périphérie, de son côté, réunit des pays qui ont été incorporés au système capitaliste en fonction de la nécessité des pays du centre. Ce deuxième groupe aurait des économies spécialisées dans l'exportation, vers la zone du centre, de biens à faible valeur ajoutée.

L'un des points enrichissants de cette approche pour la théorie économique est son aspect dynamique. On considère implicitement que l'on ne peut pas étudier les relations commerciales comme une succession de périodes indépendantes les unes des autres, dans lesquelles les pays, en relation d'égalité, prennent les décisions de production en fonction des prix du marché. Le point de départ d'analyse des relations économiques internationales est au contraire de considérer l'existence d'une DIT par laquelle s'accroissent, se créent et se modifient des tendances qui affectent la structure économique de chaque pays. La situation de tout pays est marquée à chaque instant par son placement dans la structure hiérarchique mondiale du centre-périphérie.

Les pays du centre profitent, chez Wallerstein, d'un transfert de surplus dès la zone périphérique grâce aux différences des structures économiques entre zones, ce qui peut renforcer le processus d'accumulation du capital et, par conséquent, le progrès technique du centre. Ce phénomène, ajouté à la dégradation des termes d'échange des biens primaires, accentue les désavantages des pays périphériques (Di Filippo, 1988, p.28)

L'identification d'une structure centre-périphérie, avec des racines historiques ainsi que des dynamiques internes à chaque zone et qui tend à renforcer la hiérarchie entre les

pays, nous incite à remettre en question l'horizontalité absolue expliquée par les théories dérivées de l'équilibre général. La nature des flux économiques entre les différentes zones géographiques démontre le fait qu'il y a une relation hiérarchique entre ces zones, ainsi que des institutions et des tendances qui la renforcent.

1.2. Le paiement monétaire : une symétrie nécessaire

Le développement des formes capitalistes a permis une généralisation, dans les pays qui ont épousé partiellement ou complètement ce système, une économie de monnaie bancaire. Les banques détiennent le monopole de l'émission de monnaie pour les paiements entre agents économiques, à travers la notation dans leurs bilans comptables des opérations de crédit et débit simultanées. La nature de cette monnaie, telle que l'indique Bernard Schmitt, est double. La monnaie est simultanément active et passive. Pour cette raison, il ne peut y avoir d'opération économique enregistrée du côté de l'actif sans, par ailleurs, devoir modifier le passif. Les banques centralisent ce double mouvement de sorte qu'il ne peut y avoir un système de paiement de l'économie sans elles. Pour la réalisation d'un paiement, il faut qu'une entité supérieure tienne un rôle d'intermédiaire effectuant, de la part de l'agent débiteur, le paiement à l'encaisseur (Rossi 2007, Schmitt 1975), . Ainsi, dans une zone monétaire, les banques commerciales servent d'intermédiaires pour le paiement entre les agents, alors que pour le paiement entre les banques on aura besoin de la Banque Centrale. Une structure pyramidale se révèle fondamentale pour le fonctionnement correct des zones monétaires.

Lorsqu'un agent A décide de compenser à B, non avec la dette d'une institution supérieure (IM), mais avec un titre propre de dette privée, l'agent B pourra l'accepter ou non, mais le paiement monétaire n'aura pas eu lieu, car A ne se sera pas libéré de sa dette. L'agent A ne fait que reconnaître sa dette envers B. Par contre, si l'agent A utilise

la dette de IM pour payer à B, celle-ci lui aura libéré de sa reconnaissance de dette. Schmitt explique, en ce sens, que « la monnaie a une force libératrice ». (Schmitt 1977, p. 23)

Ainsi que l'existence d'une IM est nécessaire pour effectuer les paiements des dettes entre les agents, l'existence d'une Banque Centrale au dessus des banques commerciales devient fondamentale pour garantir l'ordre monétaire dans une économie à plusieurs banques.

Dans le cas d'une économie à une seule banque, les opérations entre agents (sauf celles qui s'effectuent en espèces) seraient de simples mouvements de crédit et débit entre agents. Tous les agents étant titulaires d'un compte dans la même banque, ils se payeraient à travers la dette émise par l'unique banque. De son côté, la banque n'aurait qu'à enregistrer les mouvements des agents dans son bilan. Mais l'économie montre l'existence de plusieurs entités bancaires, et par conséquent, les agents peuvent déplacer les reconnaissances de dettes d'une banque à une autre. Si un client de la Banque A paie un client de la Banque B avec une dette de A, cette banque aura émis une reconnaissance de dette à l'autre banque. La Banque Centrale permet alors – comme les banques le font avec leurs clients – de payer les dettes des banques avec la dette d'un tiers supérieur. Ainsi, tant pour les agents économiques que pour les banques commerciales, le paiement monétaire exige une structure pyramidale à la base de laquelle se trouvent le payeur et le payé.

Ce que nous avons expliqué jusqu'à maintenant ne signifie pas que les asymétries sont absentes dans le système monétaire national², mais que dans la réalisation du paiement, tous les agents économiques, indépendamment de leur catégorie, doivent demander un échange de dette avec une IM supérieure pour pouvoir payer une dette privée. De la

² Nonobstant, la symétrie intrinsèque au paiement ne signifie pas que les systèmes monétaires nationaux manquent d'asymétries. D'auteurs comme Cartelier ou Benetti (1980) mettent l'accent sur l'inégalité des agents dans l'accès aux unités de paiement fournies par les IMs.

même façon que le paiement devient impossible s'il n'y a pas d'acheteur et de vendeur, il sera également impossible s'il n'y a plus d'agent servant d'intermédiaire entre les deux. Le paiement d'un acheteur avec sa propre dette ne sera jamais possible. Mais ce n'est pas en raison d'un manque de confiance, ni pour des motifs techniques, mais à cause d'une impossibilité théorique. Il pourra y avoir, si les deux partis sont d'accord, une transmission de dette. Mais ce ne sera jamais un paiement monétaire tel que nous l'avons défini ici. La symétrie dans les paiements est, alors, impossible à éviter.

II. L'architecture monétaire mondiale depuis Bretton Woods: la hiérarchisation des monnaies.

L'objectif de la première partie était double. D'un côté nous avons signalé les asymétries naturelles au sein des relations économiques et nous avons mis l'accent sur les tendances inégalitaires dans l'économie internationale. Et d'un autre côté, nous avons montré le caractère symétrique du système de paiements des zones monétaires grâce aux institutions supérieures qui émettent une dette qui sert de moyen de paiement aux agents.

Dans cette deuxième partie, nous essayons de montrer que dans le SMI, puisque la structure pyramidale interne aux zones monétaires n'est pas respectée, les asymétries observées par les théoriciens du concept de centre-périphérie ont tendance à s'accroître. Nous focaliserons notre analyse autour de trois grandes asymétries. D'abord, les pays émetteurs de devise peuvent payer avec leur propre dette. La seconde oblige les autres pays à suivre les politiques monétaires des pays émetteurs de devise. Et, troisièmement, la perte de pouvoir monétaire dans un cadre de mobilité croissante des capitaux aide à la formation de crises plus graves dans les pays sans devise à émettre.

II.1 La construction d'une architecture monétaire de

relations inégales: une approche théorique et historique

Le fondement théorique de ces trois asymétries se trouve au cœur de l'architecture monétaire internationale qui se construit sur la base des accords de Bretton Woods en 1944. Depuis l'après-guerre, l'édification d'institutions internationales qui permettraient la relance économique devenait une nécessité. La BIRD, le FMI et les premiers grands accords de libre-échange devaient assumer ce rôle. Sur le plan monétaire, le dollar devenait la seule monnaie convertible en une quantité fixe d'or, le reste des monnaies devant assurer une stabilité de leur taux de change avec le dollar.

Le fait de limiter la convertibilité en or à une seule devise change radicalement la situation par rapport à un système d'étalon-or pur. Dans ce dernier, le paiement entre zones monétaires entraîne une perte de richesse, une diminution de la part de l'actif de la zone monétaire payante. Alors que si la convertibilité est restreinte à une seule devise - en l'occurrence le dollar - cette zone monétaire peut en tirer certains privilèges. Le premier privilège dévient effectif une fois que le système monétaire s'est consolidé et que les banques centrales commencent accumuler des stocks en devise convertible sans demander sa convertibilité. Si la confiance sur la liquidité de cette monnaie est généralisée, mais surtout une fois que chaque agent perçoit le fait que les autres l'accepteront dans les paiements internationaux, cela permet au pays émetteur de disposer de sa monnaie comme si c'était de l'or. Une différence significative sépare l'or et une devise utilisée comme instrument de règlement des soldes. Tandis que les limites du métal sont physiques - les stocks d'or découverts et dont l'extraction est jugée rentable - dans le cas de la devise, au contraire, son offre est totalement élastique, sa seule barrière étant la confiance qu'ont les agents sur la stabilité de sa valeur.

Voici la première asymétrie : les pays émetteurs de devise peuvent compenser les autres avec leur propre dette. Ainsi, le pays ne dépend plus du stock d'une quantité de bien pour mesurer sa capacité à s'endetter auprès d'autrui. Lorsque sa monnaie est acceptée

en échange de ses achats, son passif auprès des prêteurs étrangers pourra augmenter à la même vitesse que l'offre de monnaie, tout en contrôlant la confiance qu'ont les agents envers la stabilité de la monnaie. Si l'on revient à l'analyse de Schmitt développée antérieurement, nous pourrions considérer que le pays émetteur de cette devise peut donner, en échange d'une partie du produit étranger, une reconnaissance de dette propre. Ce qui revient à dire qu'il fait un « non-paiement ». Il se fait financer par d'autres pays, ravis de disposer d'un stock de devise internationale pour les paiements de leurs opérations extérieures.

Un aspect empêche, au moins d'un point de vue théorique, l'expansion infinie des créances étrangères : c'est la confiance. La limite s'impose là où les créanciers commencent à hésiter sur la capacité de remboursement en or des autorités monétaires débitrices³. Une telle crainte peut accélérer les exigences de convertibilité en or et provoquer une crise dans la valeur de la devise, et par conséquence, une crise de liquidité mondiale.

C'est ce problème émergent qui conduira l'économiste belge Robert Triffin (1962) à parler de l'existence d'un *dilemme* et d'une crise déflationniste mondiale potentielle (dérivée d'une crise de liquidité) aux alentours des années 1960 à cause des déficits croissants courant et publique des États-Unis depuis les années 1950 (voir Rueff, 1971, pp. 25-31) .

La raison principale qui explique l'absence finale de crise de liquidité se trouve dans la propre évolution du système d'étalon change-or vers un système d'étalon dollar. Mais comment arriver à comprendre qu'une telle évolution s'est produite sans qu'il en résulte une crise de la valeur du dollar ? En analysant le raisonnement de Paul De Grauwe (1999) dans le problème du N-1, nous nous apercevons que cette transition est le résultat d'une acceptation internationale du *leadership* du dollar dans la sphère des

³ Plus loin, nous verrons qu'en l'absence de soutien métallique, la crainte porte sur la capacité de la valeur des avoirs en devise à rester constante dans l'économie mondiale.

échanges internationaux et des attitudes prudentielles des autres pays pour que ce rôle central de la monnaie étasunienne ne soit pas remis en question.

Le problème du N-1 met en évidence le fait que « *dans un système liant N pays, il n'y a que N-1 cours de change indépendant les uns des autres* » (1999, p. 55). Il y a donc une n-ième monnaie de référence autour de laquelle les N-1 pays restants pourront fixer les prix de leurs monnaies. Si l'on veut garder un prix stable entre les monnaies, il faut mettre en place une politique monétaire spécifique pour chaque N-1 monnaie. Le pays émetteur de la monnaie de référence a ainsi une autonomie par rapport aux autres, autonomie qu'il peut utiliser pour la poursuite d'un objectif commun ou pour un objectif individuel. Tel était le cas des accords de Bretton Woods⁴. Le dollar émerge alors comme devise de référence mondiale, seule monnaie convertible en or, à la demande des Banques Centrales, dans un moment historique où les États-Unis accaparaient les trois quarts des stocks d'or (Aglietta, M. and Moatti, S. 2000, p 23). Les États-Unis pouvaient mettre en place la politique monétaire répondant à leurs intérêts sous condition d'assurer la convertibilité en or - en cas de demande - à un taux de 35\$ l'once. Le reste des pays signant les accords de Bretton Woods devaient, par contre, assurer d'abord la stabilité du taux de change de leur monnaie par rapport au dollar, et puis leur propre stabilité interne⁵, ce qui veut dire que leurs politiques monétaires devaient suivre celle des États-Unis (De Grauwe 1999, pp. 66-69). C'est de celle-ci, la deuxième des trois asymétries du SMI, dont nous avons parlé au début de cette partie : les pays qui n'ont pas de devise propre doivent suivre la même politique monétaire que les pays émetteurs de devises.

Cette capacité des États-Unis de transmettre la responsabilité de la stabilité monétaire aux pays créanciers rendrait possible que la valeur de ses dettes dépasse ses avoirs en or sans provoquer aucune crise. Le dollar était *de facto*, à cette période-là, le seul étalon du

⁴ Un autre exemple développé dans son ouvrage est celui du serpent monétaire mis en place lors des premières étapes de la construction du système monétaire européenne (SME) dans les années 1990.

⁵ Dans ce sens là, il y a une formule attribuée au Secrétaire du Trésor des États-Unis (1971-1972) John Bowden Conally « *The dollar is our money and your problem* »

SMI.

Le passage du régime des taux de change fixes en faveur de la régulation par le marché, institutionnalisée lors des accords de Jamaïque, en 1971, provoqua une dépréciation initiale du dollar par rapport aux monnaies comme le mark allemand, mais les interdépendances entre le centre (émetteur de la monnaie) et la périphérie (pays créditeurs) étaient déjà assez développées pour soumettre leur régime d'accumulation en les plaçant sous la tutelle de la politique monétaire du centre. La logique asymétrique des relations monétaires n'était pas mise en danger puisque la principale puissance économique comptait sur la confiance et la dépendance développée par les autres agents pour continuer à être le centre du SMI.

II.2 Le scénario monétaire actuel : de nouvelles interdépendances, les mêmes asymétries

La dynamique centre-périphérie identifiée actuellement montre une carte des relations économiques mondiales qui diverge de celle qui fut contemporaine à la crise de Bretton Woods. Depuis quelques décennies, on assiste à la consolidation de ce qu'on peut appeler une « semi-périphérie » (Wallerstein 1974). Dans ce deuxième point, nous allons nous demander si, face à ces changements dans le panorama économique international, l'analyse en termes d'asymétries monétaires reste pertinente.

Bien que les acteurs aient changé, ainsi que leurs relations, les inégalités au sein des relations monétaires restent constantes, voire renforcées. C'est à dire qu'on peut remarquer l'existence des deux asymétries décrites précédemment : les zones monétaires faisant partie du centre économique international et bénéficiant du rôle de devise de leurs monnaies, tandis que les autres pays ont dû renforcer leur suivi des politiques monétaires du centre.

L'économie internationale étant contrôlée par les pays de la Triade (le Japon, l'Europe et les États Unis), il existe au moins quatre devises qui accaparent la circulation internationale du capital. À titre d'exemple, les réserves affectées par les Banques Centrales sont monopolisées par deux grandes monnaies – le dollar et l'euro – suivies de très loin par la livre sterling et le yen japonais. Le **Tableau 1** confirme cette domination dans la configuration des réserves internationales. Le graphique 1, par ailleurs, montre pour sa part que le duopole est visible aussi lors des échanges de monnaies dans le FOREX (Foreign Exchange).

Tableau 1

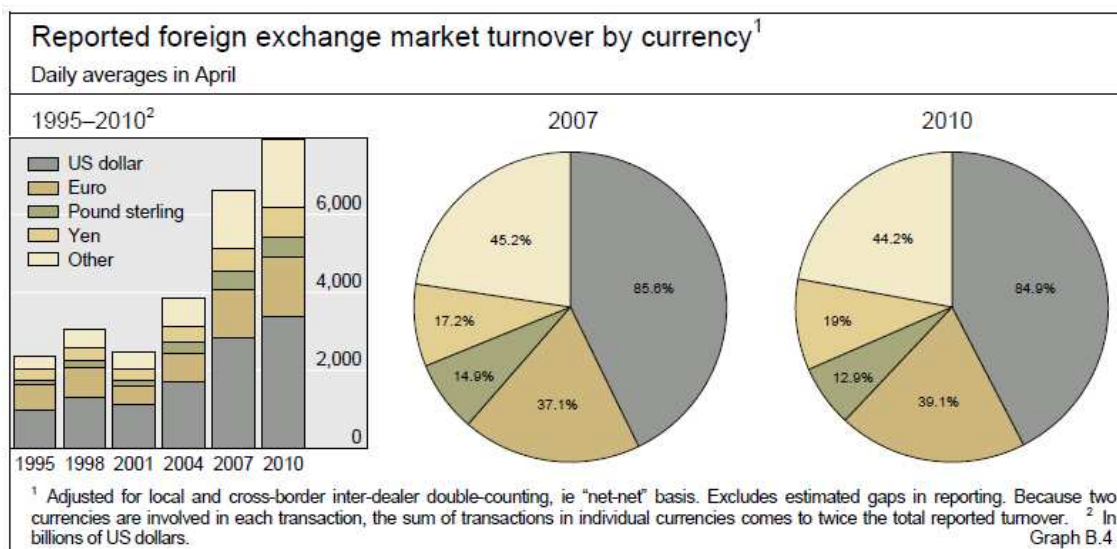
Pourcentage de réserves selon la devise	1995	1999	2003	2007	2008	2009	2010
U.S. dollars	59,02	71,01	65,93	64,13	64,09	62,04	61,84
Japanese yen	6,78	6,37	3,94	2,92	3,13	2,90	3,66
Pounds sterling	2,12	2,89	2,77	4,68	4,01	4,25	3,93
Euros	26,98*	17,90	25,16	26,28	26,42	27,66	26,01
Claims in other currencies	5,11	1,83	2,20	1,99	2,34	3,16	4,56

* Chiffre obtenue à partir de la somme des pourcentages de réserves en franc français, mark allemand, en florin hollandais et en ECU;

Source : Élaboration propre à partir de la *Currency Composition of Official Foreign Exchange Reserves*

(COFER) (FMI,2011)

Graphique 1



Source : « Report on global foreign exchange market activity in 2010 » Triennial Central Bank Survey. BIS (2011)

Il paraît donc indubitable le fait que certaines zones monétaires continuent à pouvoir profiter du privilège qui dérive de la première asymétrie du SMI que nous avons décrite préalablement, puisque leurs devises sont acceptées comme si elles étaient un bien final.

La seconde asymétrie, celle qui concerne la poursuite des politiques monétaires du centre par la périphérie, bien que nous en approfondirons l'analyse ultérieurement dans cette étude, se trouve être confirmée et consolidée depuis l'accélération des mouvements internationaux de capitaux des années 1990. La stabilité macroéconomique, ainsi que la bonne gestion des réserves, obligent les pays périphériques à réagir aux désirs des autorités monétaires des pays du centre, fournisseurs de débouchés pour les importations et de capitaux pour les investissements.

Dans ce but, certains pays d'Amérique Latine, d'Afrique, d'Europe et d'Asie ont opté pour la suppression totale ou partielle de leur souveraineté monétaire au profit d'un ancrage ou substitution de leur monnaie par la devise à laquelle ils étaient le plus

attaché : ancrage nominal, création de zones monétaires qui prennent comme monnaie de référence une grande devise, recours aux devises pour certaines opérations financières, ou même une dollarisation complète des économies (Ponsot 2006 p.30). Cela pourrait paraître paradoxal dans un contexte de mobilité croissante des capitaux où les pays ont abandonné officiellement, depuis les Accords de Jamaïque, l'engagement à conserver une fixité des taux de change. Alors que la mise en place d'un régime de taux flexibles était censé permettre aux pays de garder leur propre politique économique face au développement des capitaux (Mundell 1960), nous assistons désormais à une limitation des prérogatives en matière de politique monétaire, limitation qui semble volontaire de la part des pays qui suivent cette trajectoire⁶.

Cette limitation des souverainetés monétaires nous mène finalement à la troisième asymétrie : l'accumulation capitaliste devient plus instable dans les régions périphériques. La soumission des politiques nationales aux conditions imposées depuis l'extérieur afin de satisfaire les capitaux globaux⁷ a permis à certains pays de la périphérie d'expérimenter de forts épisodes temporaires d'investissement de capitaux arrivant du centre et qui représentent une partie significative (partie significative de quoi ?) proportionnellement au poids des économies nationales ce qui empêche le développement coordonné des institutions de contrôle et de surveillance nécessaires pour des tels flux, augmentant ainsi la probabilité de formation de facteurs d'instabilité

À titre d'exemple, André Orléan (2010) comptabilise 124 crises bancaires, 208 crises de change et 63 crises de la dette souveraine dans la période allant de 1970 à 2007 et qui concernent spécifiquement les pays périphériques.

6

7 Les recettes de certaines institutions économiques internationales (OMC, FMI, G-8) s'avèrent être centrales dans l'institutionnalisation de cette régulation procyclique, qui concerne principalement les pays périphériques. Les pressions exercées par l'OMC sur les pays en développement afin qu'ils libéralisent les marchés des biens et services, qu'ils laissent entrer les entreprises multinationales, qu'ils ouvrent leurs systèmes financiers à l'épargne extérieure, ou encore les accords bilatéraux de libre-échange, entre autres recettes, laissent un grand pouvoir de régulation au marché et, par conséquent, renforcent les asymétries décrites ci-dessus

Conclusion

Les relations économiques propres au capitalisme sont asymétriques, inégales. La sphère la plus locale - celle de la relation capitaliste-salarié – ainsi que les relations les plus globales, relèvent de l'existence d'asymétries entre les acteurs. Sans comprendre la nature des différentes relations économiques, il serait impossible de distinguer une série de hiérarchies qui fixent les rapports de forces des acteurs dans leurs relations économiques. L'une des hiérarchies existantes concerne l'architecture monétaire internationale, qui privilégie certains agents et en punie des autres.

La configuration des relations monétaires implique l'accentuation de certaines asymétries entre les économies de différentes zones monétaires en rendant, finalement, les économies périphériques plus vulnérables aux crises.

Cet approfondissement dans la recherche des causes monétaires de la déstabilisation croissante des économies périphériques nous servira dans la prochaine partie de base analytique des nouvelles relations du capital mondial dans le cadre de l'architecture monétaire actuelle. L'absence, dans la première partie, d'une étude de l'économie internationale en termes d'asymétries aurait pu nous amener à penser l'économie internationale actuelle comme un immense marché formé par des acheteurs et vendeurs égaux entre eux. Mais nous aurions alors éprouvé des difficultés pour bien interpréter les phénomènes monétaires actuels. En revanche, le cadre d'analyse développé précédemment nous permettra au contraire d'établir des éléments théoriques d'une grande utilité pour la compréhension de ces phénomènes.

Bibliographie

AGLIETTA, M., MOATTI, S. (2000), *Le FMI, de l'ordre monétaire aux désordres financiers*, Ed. Economica

AMIN, S. (2002) *Au-delà du capitalisme sénil*, Presses Universitaires de France

BENETTI, C. ET CARTELIER J. (1980), *Marchands, salariat et capitalistes*, Éditions François Maspero, coll.« Intervention en économie politique », Paris

DE GRAUWE Paul, (1999), *La monnaie internationale ; Théories et perspectives*, De Boeck Université

DEBREU, G. (1982) *Théorie de la valeur: analyse axiomatique de l'équilibre économique*, Dunod, Paris

Di FILIPPO, A. (1988) « Las Ideas de Prebisch sobre la Economía Internacional », in *América Latina en la Economía Mundial*, Cepal, pp.27-43

EICHENGREEN, B. (1997) *L'Expansion du Capital*, L'Harmattan

ENGEL, E. (1857). *Die Productions und Consumtionsverhältnisse des Königreichs Sachsen*. Zeitschrift des Statistischen Büreaus des Königlich-Sächsischen Ministeriums des Innerns. N° 8 et 9, 1857

FRIEDMAN, M. (1962) *Capitalism and Freedom*. Chicago: University of Chicago Press.

HICKS J. (1956) *Valeur et Capital*, Dunod, Paris

JEVONS, W.S. (1875) *Money and the mechanism of exchange*, London:H.S. King

KNIGHT, F. H. (1921) *Risk, Uncertainty, and Profit*. Boston, MA: Hart, Schaffner & Marx; Houghton Mifflin Company

MENGER C. (1883) *Untersuchungen über die Methode der Socia/wissenschaften*

und der politischen Okonomie insbesondere, 1883.

MUNDELL, R. A. (1960) « Croissance et inflation : des relations entre monnaie et balance des paiements » Dunod, Paris

ORLEAN, A (2010) La crise, moteur du capitalisme, Le Monde, 31 mars 2010

PONSOT, J.F. (2006) « Dollarization and the Hegemonic Status of the US Dollar », in S.Rossi and L.P. Rochon (eds), *Monetary and Exchange Rate Systems: A Global View on Financial Crises*, Cheltenham, Edward Elgar, pp.22-37.

POPPER K. (1988) , *Misère de l'historicisme*, Paris ; Plon; Presses Pocket.

ROSSI, S. (2007) Money and Paiements in Theory and Practice, Routledge International Studies in Money and Banking

RUEFF, J. (1971) Le pêché monétaire de l'Occident, Librairie Plon

SCHMITT, B. (1975): Théorie unitaire de la monnaie, nationale et internationale, Albeuve: Castella.

SCHMITT, B.. (1977) : L'or, le dollar et la monnaie supranationale, C.Lévy, Paris

STEUART, J (1767/1966) An Inquiry into the Principles of Political OEconomy, ed. By A.S. Skinner, 2 vols, Edinburgh and London: Oliver and Boyd. Cité dans Gislain, J.J. James Steuart : economy and population, dans R. Tortajada (ed) *The Economics of James Steuart*, London, Routledge, 1999, p. 169-185.

TRIFFIN, R (1962) L'or et la Crise du Dollar, Presses Universitaires de France, 1962

WALLERSTEIN, I (1974). Semi-Peripheral Countries and The Contemporary World Crisis. New York City: Academic Press.

WALLERSTEIN, I (1997). The Capitalist World Economy. New York City: Cambridge University Press

WALRAS L. (1874-7), *Éléments d'Économie Politique Pure ou Théorie de la Richesse Sociale*, Lausanne, L. Corbaz, Paris, Réédition in *Auguste et Léon Walras, OEuvres Économiques Complètes*, Vol. VIII, Paris, Economica, 1988